

Inquiétudes des couturières indépendantes suite à l'interdiction du port des masques artisanaux en tissu

15^e législature

Question écrite n° 20484 de Mme Sylviane Noël (Haute-Savoie - Les Républicains)

publiée dans le JO Sénat du 04/02/2021 - page 650

Mme Sylviane Noël attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance s'agissant des inquiétudes des couturières indépendantes suite à la décision gouvernementale d'interdiction du port des masques artisanaux en tissu.

En effet, le 21 janvier 2021, le ministre des solidarités et de la santé, en accord avec le haut conseil de santé publique, a déconseillé aux Français l'utilisation de masques en tissu de catégorie 2 (UNS3) ou artisanaux, jugés trop perméables face au variant anglais de la Covid-19, également plus contagieux.

Une décision qui inquiète à juste titre les couturières françaises, notamment en Haute-Savoie. Celles-ci avaient pourtant suivi depuis le début les normes de l'association française de normalisation (AFNOR) dans la confection de leur masques et avaient ainsi permis à de nombreux Français et professionnels de la santé de pouvoir s'équiper en masques lorsque notre pays était en pénurie pendant le premier confinement.

Bien souvent à titre bénévole et à leurs frais, elles avaient alors confectionné des masques pour le personnel soignant et le public le plus exposé au virus, travaillant sans relâche et passant bien souvent tout leur stock de tissus.

Aujourd'hui, elles apprennent, du jour au lendemain, que leurs masques sont obsolètes. Pourtant la confection de ces masques durant ces derniers mois permettait à un grand nombre d'entre elles, de survivre en attendant un avenir meilleur, n'étant, dans la plupart du temps, non éligibles aux aides financières de l'État mises en place pour faire face à cette crise sanitaire.

Désormais réunies sous les collectifs « Bas les masques » et « Couturières de France », elles ont plus que jamais besoin d'être soutenues par l'État pour ne pas disparaître. Le collectif a d'ailleurs mené de nombreuses actions médiatiques et sur le terrain pour faire valoir leurs droits à une rémunération méritée et mettre un terme à certains abus dont la profession a pu souffrir.

Elle le sollicite pour qu'il accompagne au mieux ces petites couturières pour surmonter cette période compliquée du fait de l'arrivée du variant anglais qui met à mal leur travail au quotidien. Elle lui demande également à ce que le Gouvernement envisage de leur accorder des aides financières en reconnaissance de leur solidarité exemplaire quand la pénurie de masques mettait à mal tout notre pays.

En attente de réponse du Ministère de l'économie, des finances et de la relance